

## SOMMAIRE

### Edito

### édito

#### Maison du Monde

Pique-nique de la Maison du Monde  
et départ de Margaux

#### Peuple Solidaires

Soutien aux paysans africains  
contre le libre-échange et les  
multinationales

#### Droits humains

Lettre à Madame la Préfète  
ASEFRR, l'espérance malgré tout  
Communiqué de la LDH à propos  
du Tribunal d'Opinion

#### Méditerranée

Contre la coopération militaire  
entre la France et Israël  
Une nuit poétique et musicale  
palestinienne à Corbeil-Essonnes  
Soirée anatolienne

#### Aux croisements du monde

La République Démocratique  
du Congo

#### Agenda

#### La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

#### La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509 , Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : [contact@maisondumonde.org](mailto:contact@maisondumonde.org)

site web : [maisondumonde.org](http://maisondumonde.org)

Imprimé par nos soins

Le fossé entre les élites politiques, culturelles et économiques et le reste de la société ne cesse de s'élargir : multiforme, il passe géographiquement entre les métropoles et les zones périphériques, entre les jeunes générations et les plus anciennes, entre les diplômés de l'enseignement supérieur et ceux qui ne le sont pas. Pratiquement, quel que soit le pays, toutes les élections récentes révèlent cette fracture qui se manifeste de diverses manières dans le résultat et la répartition des votes :

- taux d'abstention très élevé et en augmentation, particulièrement dans les banlieues, chez les jeunes et les chômeurs
- progression inquiétante des partis d'extrême droite prônant le repli xénophobe (Front national en France, AFD en Allemagne, Donald Trump choisi par le parti républicain aux Etats Unis, FPÖ en Autriche, Aube dorée en Grèce ...)
- vote massif pour des candidats dont le seul programme clairement annoncé est le remplacement des élus des partis qui se partagent le pouvoir depuis des décennies (Mouvement cinq étoiles en Italie).

Cette situation a des causes multiples : La composition sociologique des assemblées ne correspond plus du tout à celle de la société. La perte de confiance des électeurs dans leurs élus qui ne respectent pas leurs promesses de campagne est illustrée de façon caricaturale par la façon dont s'est déroulé le référendum du Royaume Uni pour ou contre la sortie de l'Union européenne : sitôt connus les résultats, un nombre important d'électeurs, dont une part non négligeable avaient voté pour la sortie ont signé une pétition demandant l'organisation d'un nouveau vote. Ils estiment qu'ils ont été trompés par les leaders politiques pro Brexit Boris Johnson et Nigel Farage notamment, qui ont avoué que certains de leurs arguments durant la campagne étaient des mensonges et se sont défilés en refusant d'assumer leurs responsabilités.

Ces électeurs qui écoutent les sirènes populistes et leur discours simpliste ont le sentiment d'être abandonnés par leurs représentants. Au fil des alternances politiques ils constatent qu'ils sont incapables de résoudre leurs problèmes, qu'il s'agisse du chômage, de la faiblesse de leurs

revenus ou de la suppression des services publics dans les lieux où ils habitent, quartiers populaires urbains ou petites bourgades de province. Ils jugent très sévèrement la caste politique pour son inconscience qui se manifeste par son refus de la suppression du cumul des mandats, et de l'instauration de leur limitation dans le temps.

Le sentiment d'une société à deux vitesses est également très fort : Depuis les années cinquante, chacun pouvait raisonnablement espérer que ses enfants vivraient mieux que lui. Aujourd'hui le niveau du chômage, la panne de l'ascenseur social et l'accroissement des écarts entre bas revenus et hauts revenus font redouter à beaucoup le déclassement de leurs enfants. Comme le montre Thomas Piketti dans son livre « Le capital au XXIème siècle » les écarts de revenus et de richesse ne cessent de s'accroître au point que 1 % de la population mondiale possède 50 % de la richesse, pendant que les 50 % qui sont en bas de l'échelle possèdent moins de 5 % de cette richesse. Cette caste, sans y voir la moindre contradiction « se sert d'un même argument, la mondialisation, pour justifier l'abaissement du salaire des défavorisés et l'augmentation du salaire des riches » (interview récente de Jacques Julliard dans Libération).

Il plus qu'urgent de remédier à cette cassure entre la population et ceux qui se considèrent comme ses élites, pour éviter que la société se défasse et que tous les mécanismes de solidarité entre ses membres disparaissent. Pour cela de grandes réformes sont nécessaires, dans les domaines politiques et économiques.

Pour restaurer la confiance des citoyens dans leurs élus il est indispensable que leur représentativité devienne une réalité, cela suppose une réforme des modes d'élection, mais il faut aussi que les citoyens soient associés à l'élaboration des propositions en renforçant le rôle des corps intermédiaires et en mettant en place les structures qui permettent une véritable démocratie participative.

En ce qui concerne la cassure économique, les dirigeants politiques doivent prendre leurs responsabilités pour mettre les puissances financières au pas et imposer les règles indispensables pour organiser une répartition plus équitable des richesses.

# Le Pique-nique de fin d'année de la Maison du Monde

Jeudi 6 juillet au soir, à partir de 18h, nous nous sommes retrouvés nombreux pour notre traditionnel pique-nique de fin d'année ; du fait des dernières inondations sur Evry, il s'est exceptionnellement tenu au parc municipal Pompidou, les bords de Seine étant inaccessibles. Pour l'occasion nous avons pu bénéficier sur arrêté du maire pour notre groupe d'une ouverture tardive. En effet, ce parc -qui abrite notamment la dynamique Union des retraités d'Evry sous la présidence de Pierre Maze et le service des retraités ainsi que l'Association d'aide à domicile ASAMD- étant habituellement fermé à 19h

maison du monde



Nous avons profité de ce temps de partage inter associatif pour dire au-revoir à Margaux Perrimond qui quitte la Maison du Monde fin août, après près de trois ans de présence, et la remercier pour tout le travail accompli et lui souhaiter au nom de toutes les associations résidentes et de nos partenaires une bonne chance pour ses nouveaux projets.

Les échanges se sont ensuite poursuivis en petit comité notamment autour d'un groupe de 4 jeunes étudiants qui, connaissant la Maison du Monde par le biais de l'Université Val d'Essonne et ayant participé à la permanence d'accueil des étrangers pour un mémoire d'étude pour deux d'entre elles, se sont engagés à participer au prochain Mois des 3 Mondes...



Tout en partageant les victuailles apportées par chacun, nous avons échangé bien sûr sur la conjoncture actuelle, sur les projets d'évasion estivale des uns et des autres, sur les perspectives de la vie de nos associations pour les six mois à venir, notamment autour du 33ème Mois des 3 Mondes, qui aura pour thème la jeunesse.

Vers 22h un charmant gardien est venu fermer les grilles en nous annonçant le 1er but marqué par la France.

Bref ce fut un bon temps inter associatif où nous nous sommes bien retrouvés en ouverture des congés d'été loin des soucis du quotidien avec des échanges de recettes à la clé pour toute la saison estivale et plein de projets pour la rentrée.



A l'approche de 21h, nombre sont partis pour ne pas manquer l'incontournable demi-finale de l'Euro France-Allemagne qui avait lieu ce jour-là.



# Soutenez les paysan-ne-s africain-e-s contre le libre-échange et les multinationales

« En France, très peu de personnes ont entendu parler des Accords de Partenariat Economique entre l'Europe et l'Afrique. Même les parlementaires qui doivent voter ont peu d'informations. Comme Peuples Solidaires – ActionAid France mène un combat sur ce sujet, j'ai naturellement accepté votre invitation de venir témoigner pour sensibiliser le public et des élus. »

Ousmane Barké Diallo, agro pasteur et président de l'AOPP qui regroupe 480 organisations paysannes du Mali.



Fatou Sarr - Agricultrice Sénégalaise  
Crédits photos : Clément Tardif/ActionAid

Chère amie, cher ami signataire,

Les propos de notre partenaire malien Ousmane Diallo témoignent bien de l'urgence et la nécessité de lutter contre des accords de libre-échange, négociés en catimini, qui creusent les inégalités et accentuent la pauvreté.

La pétition « **Stoppons l'accord de Partenariat Economique qui appauvrirait l'Afrique de l'Ouest !** » que nous avons lancée il y a quelques jours avait pour but de porter la voix des paysan.ne.s africain-e-s et de leurs familles dont les moyens de subsistance seraient fortement menacés par cet accord de libre-échange.

Nous sommes conscients que nous menons aujourd'hui un combat ardu et de longue haleine face aux menaces que représentent les politiques décidées par les plus puissants telles que l'APE entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest ou encore la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition du G7. Elles ne font que favoriser un modèle de développement basé sur l'agro-industrie. Bénéficiant essentiellement aux

multinationales, ce modèle s'appuie sur une agriculture fortement consommatrice de ressources et d'intrants agricoles et ne permet pas un partage équitable des bénéfices avec les populations locales.

Si l'APE était conclu, l'Afrique de l'Ouest ne pourrait, par exemple, plus taxer l'importation de poudre de lait et cela mettrait en concurrence la production laitière européenne qui recherche des débouchés avec la production locale : les producteurs et productrices africaines de lait perdraient à terme leurs moyens de subsistance.

Nous devons lutter contre un tel modèle et soutenir une agriculture paysanne et familiale, seule capable de garantir la souveraineté alimentaire et de lutter efficacement contre la faim et la pauvreté.

Pour mener ce combat avec nos partenaires, nous avons besoin de votre soutien ! C'est pourquoi nous vous invitons dès aujourd'hui à renforcer votre action par un don. Quel que soit son montant, votre don est essentiel et nous aidera à agir pour :

- Informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens en Europe et en Afrique de l'ouest
- Renforcer les capacités d'action des organisations du Sud
- Faire pression sur les décideurs politiques et économiques pour que les droits progressent
- **Continuer d'agir en toute indépendance**

**AIDEZ-NOUS À DÉFENDRE LES DROITS DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES !**

Merci. Nous comptons sur vous.

L'équipe de Peuples Solidaires – ActionAid France

**CONTACTEZ NOUS**

10 quai de Richemont 35000 Rennes

**SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX**

Peuples Solidaires-ActionAid France, association loi 1901, reconnue d'utilité publique, agit contre la pauvreté depuis 1983. Elle s'appuie sur des groupes locaux, des bénévoles, et un réseau international ActionAid (présent dans 45 pays), et a pour mission de soutenir celles et ceux qui se mobilisent pour leurs droits et de s'attaquer aux causes de la pauvreté dans le monde.

**Madame Josiane CHEVALIER**

**Préfète de l'Essonne**

Boulevard de France

91010 Evry Cedex

**Objet : comment améliorer l'attente des étrangers devant la préfecture d'Evry?**

Evry, le 13 mai 2016

**Madame la Préfète de l'Essonne,**

Nous, **Young Caritas, Secours Catholique, La Maison du Monde, La Cimade et La Ligue des Droits de l'Homme**, vous écrivons cette lettre pour dénoncer les conditions d'accueil des étrangers à la préfecture d'Évry.

Nous sommes plusieurs associations à distribuer dès 06h du matin des boissons chaudes en soutien au nombre important d'étrangers (enfants, femmes et hommes) de tout âge, qui sont contraints de se présenter tôt le matin voire dans la nuit pour obtenir un ticket en vue d'être reçus.

Ces personnes cherchent à régulariser leur situation et se retrouvent à patienter durant de longues heures, sans discontinuer et sans aucun accueil, quelles que soient les conditions météo, afin d'avoir une chance, sans certitude, d'être reçues par les services de la préfecture dans la journée.

Ces conditions ne sont pas satisfaisantes et ne permettent pas de garantir le respect de la dignité de chacun. Elles génèrent du stress et de la fatigue, de l'insécurité pour certain notamment au niveau professionnel. Nous avons à plusieurs reprises alerté la préfecture de cette situation.

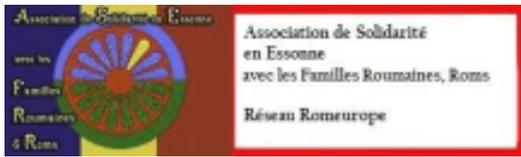
Tout en étant conscient des contraintes qui sont les vôtres, ces modalités d'accueil ne nous semblent pas acceptables. Des recherches effectuées au niveau national nous ont permis de découvrir d'autres pratiques et organisations possibles pour assurer un accueil plus humain.

Nous vous sollicitons aujourd'hui pour que ces conditions d'accueil évoluent et apportent davantage de dignité aux personnes qui se présentent à la préfecture. Nous nous tenons par ailleurs à votre disposition pour nous associer à une réflexion sur de nouvelles pratiques qui permettraient d'améliorer ces conditions.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à cette situation.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de nos respectueuses salutations.

Gaëtan ZIGA MBARGA	Jean-Philippe ROUXEL	Myriam HEILBRONN	Yvette LEGARFF	René PASTEAU	Dominique LE GAVRIAN
Responsable	Délégué	Présidente	Présidente	Responsable	Responsable
Young Caritas Essonne	Secours Catholique de l'Essonne	Maison du Monde d'Evry	Ligue des Droits de l'Homme d'Evry	CIMADE d'Evry	CIMADE de Massy



# Des chemins tortueux : L'espérance malgré tout !

Quel constat pouvons nous faire aujourd'hui sur la situation des Roms en Essonne ?

Le paysage n'a guère changé à travers les nombreuses années de leur présence dans notre département.

Ces familles, animées par une espérance, ont pris le chemin du départ de Roumanie laissant derrière elles une vie de précarité, voir de misère et d'exclusion, rêvant de trouver dans l'espace de la douce France des lieux d'accueil, des paysages favorables, un accueil digne.

Nous connaissons tous les chemins qui se sont offerts à elles : la mendicité, la recherche obsessionnelle d'un travail, les cabanes vétustes posées dans des terrains les plus excentrés : espaces que l'on ne veut pas voir, existences que l'on veut exclure du cadre de vie.

A cette exclusion s'ajoutent les tracasseries interminables qui marquent les démarches les plus élémentaires : les refus pour obtenir la domiciliation : la domiciliation qui est indispensable pour toute demande d'accès aux droits : (santé, travail).

Les refus systématiques d'inscrire les enfants à l'école, si les familles ne sont pas accompagnées par les associations. A ces familles on demande des documents qui ne sont pas nécessaires.

Puis, le fait le plus marquant, le plus douloureux dans la réalité de leurs vies, l'apparition de ces sombres silhouettes des forces de police au petit matin accompagnées par la puissante pelleteuse pour accomplir les nombreuses expulsions qui détruisent leurs hypothétiques projets.

Ce tableau sombre, est réel, comme sont réels les combats que les nombreuses associations et collectifs mènent en s'engageant auprès des familles pour un constant accompagnement afin d'obtenir le

respect de leurs droits.

Ainsi, le Défenseur des Droits sollicité par Romeurope et diverses associations, intervient auprès des municipalités afin de faire respecter le droit pour les scolarisations des enfants.

Ces associations luttent pour l'avènement d'une politique qui permette la résorption des bidonvilles, dont les chiffres restent stables. Elles se confrontent à l'absence de volonté des préfets, qui donnent préférence aux expulsions, rejetant les familles dans le département voisin.

Les militants sont témoins des faits discriminatoires au quotidien et cette discrimination ne disparaît pas, même lorsque les familles se trouvent face à une situation critique. Ces derniers temps, au moment où des inondations touchaient les bidonvilles situés au bord de la Seine, les habitants des alentours touchés par le danger étaient pris en compte et mis à l'abri par les municipalités, mais ce secours n'était pas offert aux familles Roms laissées sur place sans proposer un lieu d'hébergement : jusqu'où s'étendra le lourd voile de la discrimination ?

Réussira-t-il à étouffer le semis d'équité et de droiture qui devrait germer à temps et à contretemps dans chaque conscience ?

L'implication de notre association, constitue un élément indispensable pour parvenir à freiner les discriminations et obtenir des avancées. A Athis-Mons, Ballainvilliers, Bondoufle, Brunoy, Champlan, Corbeil, Ris Orangis, Vigneux Wissous ... les bénévoles accompagnent les familles dans toutes les démarches nécessaires pour accéder aux droits : école, logement, santé, soutien scolaire essayant avec d'autres organisations, « Romeurope » d'abolir la politique absurde des expulsions que ne font que dégrader la situation des familles,

qui restent à chaque fois plus découragées, plus pauvres.

Une plateforme d'accompagnement a été mise en place sous l'égide de la Préfecture de la Région : AIOS (Plateforme d'Accompagnement, d'Information, d'Orientation et de Suivi) Elle a pour but d'accompagner les familles dans les diverses démarches pendant douze mois.

Dans cette organisation, la question des expulsions vient poser des entraves car les familles partent loin pour s'installer dans des lieux où la plateforme a du mal à les retrouver et à les suivre.

Grâce à l'investissement constant des associations un certain nombre des familles ont pu trouver un travail et obtenir un logement .

A ce jour, plusieurs dizaines de familles ont pu obtenir un logement Une centaine d'enfants environ sont scolarisés : en primaire et collège

L'effort de chacun continue, guettant le moment où apparaîtra à l'horizon le trait d'une volonté promettant de mettre fin à cette situation. Il nous faut continuer à réaliser des nouveaux possibles, même si nous avons à avancer à contre courant.

Charles Péguy disait : « Il y a quelque chose de plus laid qu'une âme perverse, c'est une âme habituée »

Notre association mène son combat contre l'indifférence et pour l'octroi des droits, et les acquis dans ce sens, même modestes, soutiennent leurs forces et leur espoir.

L'ASEFRR  
Goyita

# TRIBUNAL D'OPINION

## COMMUNIQUÉ de la Ligue des Droits de l'Homme

Initiative soutenue par la LDH – en présence d'Henri Leclerc, président d'honneur de la LDH.

droits humains

Bonjour à tous et à toutes,

En ce premier juillet 2016 soit un an après le Tribunal d'opinion du 27 juin 2015, **l'Etat et les collectivités territoriales sont définitivement condamnés pour violation des droits et discriminations envers les enfants Roms.**

Depuis un an, aucun réel effort pour respecter les droits de l'enfant n'a été noté. En effet, alors que ces

enfants devraient être protégés et accompagnés, ils subissent sans cesse des violations de leurs droits les plus fondamentaux.

L'État Français et ses collectivités territoriales ont été mis en accusation pour avoir commis à l'égard des enfants Roms ou désignés comme tels des actes de discrimination consistant en des violations des droits de ces enfants :

- 1) à mener une vie familiale stable, à la protection de leur domicile, à l'accès aux dispositifs de logement social et, à défaut d'abri, au droit à un hébergement d'urgence,
- 2) à l'éducation,
- 3) à la santé et à la protection sociale,
- 4) et à l'accès aux dispositifs de protection de l'enfance en danger.

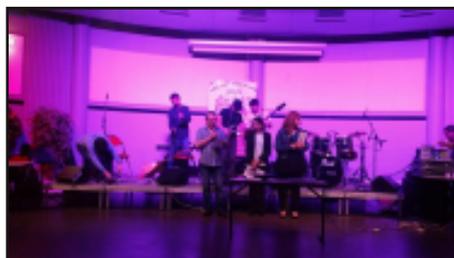
Les voilà à présent définitivement condamnés !

## « SOIREE ANATOLIENNE » des Amis Anatoliens du 11 Juin 2016

méditerranée

Les Amis Anatoliens, qui ont défendu l'intégration démocratique en France par le biais de différents événements sur Évry, ont réalisé une « Soirée Anatolienne », pour promouvoir notre culture diversifiée, le 11 Juin 2016 avec d'autres partenaires, associations et élus supportant cette cause.

Les groupes nous ont offerts des chansons folkloriques des différents peuples vivant sur le sol anatolien (Turc, Kurde, Arménien, Lazes, Arabes...)



Madame B. KILAVUZ et Monsieur M. KARATAS ont donné vie à des poèmes connus de Nazim HIKMET ou encore Ahmet ARIF, que ce soit en français ou en turc.



Notre président Mehmet GUNGOR, a pris la parole en déclarant que malgré le jeune âge de notre association, nous essayons d'être actif dans la vie associative à Évry. La présidente de la Maison du Monde, où nous sommes résidents, Myriam HEILBRONN a également tenu un discours improvisé en nous mettant à l'honneur de façon très émouvante. Madame Heilbronn s'est souvenue de nos premières rencontres lorsque nous lui avons expliqué le sens du mot « Anatolie » selon nous, un territoire où perdurent depuis des siècles différents peuples en toute harmonie.

Au cours de cette soirée, une exposition photo réunissant notre association et la Maison du Monde a été proposée et la cuisine anatolienne a pu être découverte à cette occasion.

Grâce à l'enthousiasme des participants, nous avons clôturé cet événement avec des danses folkloriques accompagnées d'instruments traditionnels.

Nous avons d'ailleurs pris la décision de renouveler l'expérience chaque année à la fin de Juin.

Helin Nuage



# CONTRE LA COOPERATION MILITAIRE ENTRE LA FRANCE ET ISRAËL

Lors de l'agression israélienne sur Gaza pendant l'été 2014, l'AFPS avait publié une pétition demandant des sanctions contre Israël, dont la suspension de l'accord d'association et en premier lieu l'arrêt de la coopération militaire entre la France et Israël. L'AFPS a réaffirmé lors de la tenue en Juin 2016 du salon mondial de la Défense et de la Sécurité Eurosatory - qui ouvre ses portes au savoir-faire technologique israélien - sa condamnation de toute coopération française avec l'appareil militaro-sécuritaire israélien tant qu'Israël ne se conformera pas au droit international.

Aujourd'hui plus que jamais, cela prend tout son sens. Soutenue par l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), une famille palestinienne porte plainte contre une société française dont un composant a été trouvé dans les débris d'un missile israélien lâché sur sa maison. Notre position est ferme : refuser que des sociétés françaises soient complices de crimes de guerre en Palestine. Solidaire de cette action, nous saluons le travail qui a permis à cette famille de faire appel à la justice et avons décidé de publier dans son intégralité le communiqué de l'ACAT.

Evry Palestine

## Plainte pour complicité de crimes de guerre à Gaza contre l'entreprise française Exxelia Technologies

Communiqué de l'ACAT, le 29/06/2016

Une famille palestinienne porte plainte en France mercredi 29 juin pour complicité de crime de guerre et homicide involontaire contre l'entreprise française Exxelia Technologies. Les plaignants, représentés par le cabinet Ancile-avocats et assistés par l'ACAT, sont des membres de la famille Shuheibar résidant à Gaza City, dont trois enfants ont perdu la vie lors d'une frappe israélienne en 2014.

Le 17 juillet 2014, au cours de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza « Bordure protectrice », un missile (vraisemblablement tiré par un drone) s'est abattu sur le toit de leur maison où cinq enfants nourrissaient les pigeons. Une fille, Afnan (8 ans) et deux garçons, Wassim (9 ans) et Jihad (10 ans) sont morts. Deux autres garçons, Udai (15 ans) et son cousin Bassil (9 ans), ont été grièvement blessés.

Un composant de fabrication française a été trouvé parmi les débris du missile tiré sur la maison. L'ACAT et son partenaire palestinien ont documenté l'attaque, recueilli des témoignages et soumis les débris à l'analyse d'experts militaires internationaux.

Les rapports d'expertise permettent d'établir que le composant français retrouvé sur les lieux de l'attaque est un capteur sensoriel à effet Hall fabriqué par l'entreprise française Eurofarad, aujourd'hui nommé Exxelia Technologies depuis son rachat par Exxelia Group en 2015. Ce composant fait partie d'un missile de petite taille tiré depuis les airs, vraisemblablement par un drone.

Les survivants et les témoins affirment qu'aucune cible militaire n'était présente dans la maison au moment de l'attaque ni à aucun autre moment. Ce faisant, le domicile est considéré comme un objet civil qui ne peut pas visé par une attaque selon le droit international. L'attaque de la maison avec les morts civils et les dégâts matériels qui en ont résulté était donc illégale et pourrait constituer un crime de guerre. Les plaignants accusent l'entreprise française de s'être rendue coupable de complicité de crime de guerre ou, a minima, d'homicide involontaire, s'il est établi qu'elle a vendu le capteur à une entreprise de défense israélienne. Ils ont porté plainte auprès du parquet du pôle judiciaire spécialisé dans les crimes de guerre.



Anne PAQ / Activestills / « Gaza : familles décimées »

« Il est malheureux que l'impunité criante des crimes de guerre commis à Gaza impose aux victimes de devoir saisir la justice française », regrette Joseph Braham, avocat au cabinet Ancile-avocats, Selon son associée, Me Ingrid Metton, « L'industrie de l'armement française ne peut plus échapper à sa responsabilité morale et juridique. Vendre du matériel qui sert à commettre des crimes de guerre doit être sévèrement sanctionné. »

« Au-delà du cas d'Exxelia, nous appelons la France à faire preuve de responsabilité, elle qui a joué un rôle moteur dans l'élaboration et l'adoption du Traité sur le commerce des armes » rappelle Hélène Legeay, responsable des programmes Maghreb/Moyen-Orient à l'ACAT. Ce traité interdit aux États d'exporter des armes mais aussi des composants qui pourraient être utilisés pour commettre des crimes de guerre. « Au lieu de se féliciter de vendre des armes à des pays qui commettent de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, la France devrait faire en sorte qu'à l'avenir, on ne puisse plus trouver une seule pièce de fabrication française sur un site de crimes de guerre. »

Deux ans après l'opération « Bordure protectrice », les autorités israéliennes n'ont toujours pas effectué d'enquêtes crédibles sur les attaques illégales menées directement contre des civils. Ce dernier exemple d'impunité est emblématique de l'échec patent d'Israël à se conformer à son obligation internationale d'enquêter

sur les sérieuses allégations de violations des droits de l'homme et de garantir la justice et la réparation des victimes d'attaques militaires illégales. Israël a refusé ou omis de mener des enquêtes crédibles sur des centaines de cas. »

Lien internet :

<http://www.acatfrance.fr/communique-de-presse/plainte-pour-complicite-de-crimes-de-guerre-a-gaza-contre-lentreprise-francaise-exxelia-technologies>

# Une nuit poétique et musicale palestinienne à Corbeil-Essonnes

En clôture du cycle de conférence 2015-2016 en Essonne

## CONNAÎTRE ET COMPRENDRE UNE HISTOIRE DES PALESTINIENS AU PROCHE-ORIENT

“ Des racines du conflit au blocage d’aujourd’hui ”

*C'est sous des trombes d'eau noyant en partie la sonorisation qu'a été clôturé le 18 juin en plein air à Corbeil-Essonnes le cycle de conférence « connaître et comprendre - UNE HISTOIRE DES PALESTINIENS AU PROCHE-ORIENT. Des musiciens et des danseurs très fins et l'intervention lumineuse d'Elias Sanbar, ambassadeur de Palestine à l'Unesco, sur l'identité palestinienne ont mis du baume au cœur des militants très investis sur cette soirée.*

### Genèse d'un cycle de conférence itinérant en Essonne :

Les trois associations France Palestine Solidarité de l'Essonne (Evry-Palestine, L'Olivier Corbeil-Essonnes et RiSolidarité Palestine) et le collectif Palestine Nord-Essonne coordonnent maintenant étroitement leurs activités : campagnes, thèmes, manifestations, budget... C'est ainsi qu'elles ont construit et animé sur 2015 et 2016 un cycle itinérant de conférences sur l'histoire du conflit. Elles entendaient ainsi permettre à un large public d'approfondir une histoire méconnue et soigneusement occultée : celle de la dépossession.

Depuis 57 ans, la question palestinienne gangrène tout l'espace euro-méditerranéen et bien au-delà. La tragique histoire du peuple palestinien expulsé de sa terre à l'issue de la 2ème Guerre Mondiale et du génocide des juifs d'Europe, la lente montée en puissance du mouvement de libération national palestinien, le processus de paix et sa longue agonie sont des faits finalement mal connus du grand public.

Mais l'histoire de la Palestine avant la 2ème Guerre Mondiale est encore moins connue : qui connaît la déclaration de lord Balfour en 1916 sur la proposition d'un Foyer National Juif en Palestine ? « ... Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement

en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif, et il emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui porte atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives... », une déclaration qui, déjà, contient un statut de citoyenneté mineure pour les Palestiniens. Tout comme sont aussi peu connue les origines coloniales de la crise de cette région du monde, le rôle de la France et de la Grande-Bretagne au sortir de la première Guerre Mondiale et à la fin



de l'Empire Ottoman.

Voilà pourquoi les associations de solidarité avec le peuple palestinien en Essonne ont choisi de prendre à bras le corps cette question conflictuelle en organisant ce cycle de sept conférences itinérantes dans différentes villes de l'Essonne suivi en clôture, en juin 2016, d'une nuit poétique et musicale palestinienne à Corbeil-Essonnes.

C'est à la fin de l'année 2014 que naît le projet au sein de l'Olivier, la nouvelle association AFPS de

Corbeil-Essonnes : construire un cycle de conférences de très bon niveau, animées par des chercheurs et des historiens indiscutables, sur l'histoire du conflit israélo-palestinien depuis la fin du 19e siècle. Les objectifs en étaient clairement posés :

- Qualifier nos adhérents sur l'ensemble des aspects historiques du conflit.
- Elargir autant que faire se peut le public habituel de la solidarité avec la Palestine.
- Crédibiliser la capacité de nos associations à ouvrir le regard sur la question israélo-palestinienne, à tenir un débat maîtrisé sur le conflit et à « décontaminer » certains débats.

- Construire de nouvelles alliances avec des associations à cette occasion et travailler dans une démarche d'éducation populaire.

Très vite ce projet devient commun à l'ensemble des associations de soutien au peuple palestinien de l'Essonne. Il est défini comme tel :

=> Une pédagogie visant à la déspecialisation basée sur une iconographie riche, des formes variées et des textes et interventions accessibles.

=> Une communication (voir dispositif ci-dessous) de très bonne qualité : plaquette, relais sur les sites et page Facebook...

=> Une mémoire en ligne des conférences et des films.

### Engagement et ouverture assumés :

La question des droits du peuple palestinien déchaîne les passions dans notre pays, nous le savons. Par ces manifestations, nos associations, engagées aux cotées du peuple palestinien, font d'emblée un choix : elles veulent prouver que le débat maîtrisé, démocratiquement organisé, vaut mieux que le silence. Elles veulent aussi décontaminer certains débats de toute tentative d'exclusion de l'autre. Nous ne prétendons pas à une objectivité impossible mais à une démarche d'honnêteté : sur chacun des thèmes, nos intervenants présenteront le point de vue des acteurs en présence pour en comprendre la logique.

C'est ainsi que Dominique Vidal, journaliste, auteur de nombreux ouvrages sur le conflit israélo-palestinien, qui dirige depuis 2009, avec Bertrand Badie, la publication annuelle de L'état du monde, a dans le cycle tenu une conférence sur *Le sionisme hier et aujourd'hui - De l'universalisme juif à la situation d'oppression aujourd'hui*.

**Nous assumons, alors même que certaines de plus hautes autorités de l'état assimilent ouvertement antisionisme et antisémitisme et nous traînent devant les tribunaux, de parler du sionisme comme un fait politique et historique dont l'actualité peut être discuté en démocratie...** à l'instar du débat qui est porté en Israël même !

Nos associations, avec leur partenaire l'iReMMo, Institut de Recherche et d'Études Méditerranée - Moyen-Orient. à Paris et son président Jean-Paul Chagnollaud, ont aussi veillé à asseoir une visibilité régionale de notre cycle. Et à faire intervenir de jeunes chercheur-es et doctorant-es : Wissam Alhaj sur le mouvement national palestinien et Dima Alsajdeya, sur le plan de partage ...

Notre souci d'ouverture a aussi conduit à préciser les publics ciblés : celui des militants et sympathisants



de nos associations ; celui des organisations membres du collectif 91 (éducation populaire, solidarité, syndicat, partis politiques...) ; un public plus jeunes, que nous touchons ordinairement difficilement, via des associations relais ; les étudiants de l'Université....

### Une nuit poétique et musicale palestinienne en clôture :



Pari audacieux, c'est donc en plein air, par une nuit poétique et musicale palestinienne, que ce cycle se terminait. Évidemment, il faut avoir vécu une fois dans sa vie un tel événement noyé dans les trombes d'eau d'un orage qui passe deux heures plus tard que prévu... Cela a forgé un groupe militant qui a, sous les nuées, recomposé la scène et un abri public ; une sorte d'arche de Noé de la poésie de laquelle nous avons pu entendre une intervention habitée d'**Elias SANBAR**. « Si la culture se définit par la langue, alors le



Palestinien est un arabe et c'est de là que je veux partir », nous a dit Elias Sanbar à l'entrée de sa méditation de 50 minutes sur l'identité palestinienne. Nous avons aussi découvert le timbre très fin de la clarinette et de la flûte Ney de **Mohamed NAJEM**, du oud et du chant de **Tarik HAMDAN**, de la calligraphie d'**Ahmad DARI**, aussi remarquable joueur de oud, et enfin de la poésie de **Anas ALAILI** et la troupe de danse **dabké Palestine**. Que ces artistes soient remerciés pour leur patience dans le déluge.

### Un bilan encourageant :

- 1°) Nous avons développé les contacts et la présence de membres des organisations du collectif Palestine en Essonne
- 2°) Nos adhérents franchissent un saut qualitatif dans leur connaissance du sujet et sont enchantés...
- 3°) La collaboration entre nos quatre associations s'est renforcée.
- 4°) Le contact avec le public jeune, à l'instar de la fracture générationnelle dans le mouvement de soutien, est toujours difficile.
- 5°) Des pressions sourdes se sont exercées pour nous empêcher d'avoir les salles mais, dans une période marquée par les attentats[2], nous avons tenu ce cycle difficile. Nous le devons pour la démocratie et face aux assimilations faciles.

Ajoutons enfin que le Conseil Général a, en janvier 2015, soutenu la démarche par une subvention de 5 000 euros à ce cycle. Nous avons pris contact avec le nouvel exécutif départemental pour connaître ses intentions pour la suite.

Jacques Picard  
Président de l'Olivier

[1] Institut de Recherche et d'Études Méditerranée - Moyen-Orient - [www.iremmo.org/](http://www.iremmo.org/)

[2] La conférence des Ulis fut annulée à la demande de la ville puisque prévue juste après les attentats de novembre

GRILLE N° 143

La République Démocratique du Congo

par Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I						■				
II		■								■
III			■		■					
IV							■			
V	■		■					■		■
VI						■				
VII				■						
VIII			■					■		■
IX		■			■					
X		■								■
XI					■					

agenda

Lundi 12 septembre  
A 18h30  
A la Maison du Monde  
**Réunion de préparation du Mois des 3 Mondes sur le thème des Jeunes**  
pour les représentants d'associations ou d'institutions concernées

Dimanche 18 septembre  
**Fête des associations d'Evry**

**Dates du Mois des 3 Mondes**  
12 novembre – 12 décembre

Horizontalement

**I.** Une des ressources principales du Congo  
**B.** C'est la «clique» à Sassou Nguesso qui dirige le pays. **II.** Pour les opposants, l'«élection» présidentielle du 20 mars 2016 a été une mascarade. **III.** Lettres de l'écrivain et opposant congolais Alain Mabanckou, professeur au Collège de France. L'opposition, impuissante, «mort» son frein. **IV.** Les «sbires» de Sassou sèment la terreur dans la population. Les banques étrangères, françaises surtout, devraient procéder au «blocage» des avoirs de Sassou et de sa clique à l'étranger. **V.** Nguesso trône sous les «dorures» de ses palaces, alors que la moitié du peuple vit au-dessous du seuil de pauvreté. **VI.** Son «voyage» en France et sa réception à l'Elysée le 09/04/13, alors qu'il préparait une modification de la Constitution en sa faveur, a été un affront pour le peuple congolais. Le saka-saka est un «mets» d'Afrique équatoriale. **VII.** L'«époque» des dictateurs est loin d'être révolue. C'est au Congo Brazza qu'est née la «Société des ambianceurs et personnes élégantes». **VIII.** Note. Cette «araignée de mer» existe-t-elle au large du Congo ? **IX.** Conjonction. Dès les années 90, le nom de "Kiki le pétrolier", fils de Sassou Nguesso et directeur général adjoint de la Société des pétroles est cité dans les fichiers de Mossack Fonseca (Panama) pour planquer son «magot» aux Iles Vierges ! **X.** Un à un les opposants à Sassou sont «exterminés». **XI.** Le Congo Brazza est un exemple de «République» bananière. Fromages suisses inconnus au Congo !

Verticalement

**1.** Il faut beaucoup de «courage» aux Congolais pour s'opposer au régime du dictateur. Dans sa lettre du 13 mai, Alain Mabanckou a déclaré l'élection de mars "frappée de «variole»". **2.** La moitié de la population du Congo, classé dans les PPT (pays pauvres très endettés) est dans un état de «très grande pauvreté». **3.** Encadrent les chefferies. Négation. Prénomé Elichiro, c'est un mangaka japonais. **4.** «Bois précieux» de la belle forêt congolaise dont l'exploitation sauvage est dénoncée depuis longtemps par un journal local : "La mafia bazarde et massacre en silence" (décembre 2002). Depuis trente ans de dictature, l'Etat français est toujours resté «silencieux» sur ce régime, Hollande a seulement "pris note" des dernières élections. **5.** Noir, ce «produit fossile» représente plus de 90 % des exportations du Congo Brazza. Selon le journaliste congolais Ali Van Kun'zi (29/0/16), les tensions politiques au Congo sont le reflet des luttes entre les compagnies concessionnaires françaises (dont Total et une autre «spécialisée dans le nucléaire») qui se partagent le Congo..., et le Président français, François Hollande, en serait l'arbitre. **6.** Avant la chute du Mur de Berlin, de nombreux étudiants africains, dont des Congolais, sont allés se former en «Union soviétique». Peut-on voir cet «échassier» au Congo Brazza ? **7.** Lettres de démocratie (en désordre). Poème biblique chanté dans une église congolaise. **8.** «Langue bantoue» parlée dans les deux Congo. Au centre de l'alternative. **9.** Cet «être spirituel» de la mort plane sur toute dictature. Ce que veut le peuple, c'est un pays «sans guerre». **10.** Mais la «crème du peuple» est éloignée de force du pouvoir.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	■	B	A	N	D	U	N	G	■
II	R	O	U	P	I	E	■	E	■	F
III	E	■	R	E	N	F	O	R	C	E
IV	T	S	U	■	O	I	S	E	A	U
V	T	O	■	O	■	S	E	■	R	X
VI	U	L	E	M	A	■	I	T	■	■
VII	S	■	T	■	B	O	R	N	E	O
VIII	■	P	A	P	O	U	■	F	■	C
IX	A	R	■	A	L	V	E	O	L	E
X	P	A	L	M	I	E	R	■	A	A
XI	T	O	L	E	R	A	N	T	■	■

Solution de la grille n°142  
L'Indonésie